



## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### **PRESTATIONS D'ASSISTANCE, DE CONSEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT EN RÉFÉRENCEMENT (« SEO ») POUR LES SITES INTERNET DE LA SETE**

## **CONTEXTE**

La SETE (Société d'Exploitation de la tour Eiffel) est une société publique locale dont le capital est détenu à 99% par la Ville de Paris et à 1% la Métropole du Grand Paris.

La SETE rassemble environ 400 collaborateurs et a réalisé plus de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023.

En tout, ce sont près de 700 personnes qui font vivre la tour Eiffel tous les jours. La moitié est employée par la S.E.T.E, l'autre moitié par des concessionnaires et des sous-occupants.

La Ville de Paris, propriétaire de la tour Eiffel, a confié à la S.E.T.E la modernisation, l'entretien et l'exploitation du monument dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public jusqu'en 2031 inclus.

L'action de la S.E.T.E s'engage avec la volonté de mettre le visiteur au cœur de ses préoccupations, et en développant un vaste programme de transformations construit autour de trois axes :

- L'amélioration de l'expérience de visite : avec l'augmentation de la vente de billets en ligne, l'élargissement du périmètre tour Eiffel aux jardins situés de part et d'autre du monument, la refonte du parcours clients (animations, visites guidées, sécurité), et la modernisation des équipements et des services proposés aux visiteurs (Wifi, etc.),
- L'entretien du monument : avec les travaux d'aménagement dont le renforcement de la sécurité et de l'accessibilité (enceinte protectrice et paysagère), réaménagement du 2<sup>e</sup> étage, et travaux d'entretien (ascenseur Nord, campagne de peinture et scintillement),
- Le renforcement du rayonnement national et international du monument : en participant aux grands événements portés par la Ville (Jeux Olympiques/ Expo Universelle), en organisant ses propres événements, en nourrissant la dimension patrimoniale de la Tour sur Internet et en animant sa communauté digitale.

## **MARKETING DIGITAL**

Pour réaliser les missions décrites ci-dessus, la SETE a modernisé son écosystème web, avec notamment un site web grand public, [www.toureffel.paris](http://www.toureffel.paris), optimisé pour le SEO et qui a bénéficié d'une refonte graphique en juillet 2024 ; un canal de vente de billets en ligne pour les particuliers dont les fonctionnalités ont été constamment étoffées depuis 2019 (moyens de paiement, mise en place d'offres couplées et d'options) et la mise en place d'un guide de visite mobile sur technologie PWA depuis 2020. La SETE édite également un site institutionnel, également optimisé pour le SEO, et dont la refonte graphique est en cours. Un chantier transverse à tout l'écosystème de mise en conformité avec les critères d'accessibilité RGAA 4.1.2 a été lancé depuis 2022.

## **ARTICLE 1 – OBJET- STIPULATIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 OBJET**

Le présent marché a pour objet des prestations d'assistance, de conseil et d'accompagnement en référencement (« SEO ») pour les sites internet de la S.E.T.E.

### **1.2 FORME ET MONTANTS**

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire mixte : des prestations se dérouleront selon une partie forfaitaire et d'autres s'exécuteront au moyen de bons de commande.

Le marché est conclu sans montant minimum et avec montant maximum cumulé sur 4 ans de 98 000€ HT. Les quantités indiquées dans le bordereau des prix (BPU) pour la simulation ne

sont données qu'à titre indicatif.

Les bons de commande émis avant terme de l'accord-cadre devront être exécutés. Le non-renouvellement de l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnisation.

### **1.3 PRESTATIONS EXÉCUTÉES AU FORFAIT**

- Tranche ferme : Les prestations forfaitaires concernent la partie assistance, alerte, conseil et accompagnement opérationnel et stratégique en référencement SEO des sites internet en vigueur à la date de publication du présent marché, hors évolutions et création de nouveau site et autres projets spécifiques. Les livrables sont demandés en langue française.

- Tranche optionnelle : Les prestations forfaitaires concernent les mêmes prestations que ci-dessous, pour tout nouveau site créé à compter de la publication du marché.

Les livrables sont demandés en langue française.

Attendu du marché : il est attendu du prestataire un niveau de recommandation reflétant l'état de l'art du SEO. Le prestataire doit également être en mesure de proposer une réflexion stratégique sur l'évolution des technologies et des usages (par exemple impact de l'IA sur les stratégies SEO, émergence de nouveaux moteurs de recherche, etc.)

### **1.4 PRESTATIONS EXÉCUTÉES PAR BONS DE COMMANDES**

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commandes pour des prestations ponctuelles en référencement SEO sur les évolutions des sites internet, ou d'autres projets spécifiques par la S.E.T.E.

Les livrables sont demandés en langue française.

Au préalable du bon de commande, le Titulaire transmettra à la SETE un devis détaillé sur la base du BPU.

### **1.5 NON EXCLUSIVITÉ**

À titre exceptionnel, la S.E.T.E se réserve la possibilité de recourir à des prestations en référencement SEO d'un autre prestataire que le titulaire choisi pour des raisons de continuité de projet (en cas de défaillance du titulaire, la prestation tierce sera portée à ses frais et risques), de spécialisation ou d'expertise métier.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) du marché et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par voie d'avenant
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes
- La charte de communication de la S.E.T.E
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique

Les quantités fixées dans le BPU de l'accord cadre ainsi que les montants totaux résultant de la simulation de commande de l'accord cadre n'ont pas de caractère contractuel.

En cas de contradiction entre plusieurs documents ou entre plusieurs documents de même rang, seule la version détenue par la S.E.T.E fait foi.

### **ARTICLE 3 – INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DE LA S.E.T.E ET QUALITÉ DES PROFILS PRÉSENTÉS**

Le titulaire devra désigner un référent SEO dédié afin qu'il soit l'interlocuteur privilégié de la S.E.T.E et réalise les différentes missions tests, recettes, conseils, analyses, etc.

Le titulaire devra communiquer à la S.E.T.E le numéro de ligne directe d'un personnel référent si l'interlocuteur privilégié n'était pas joignable et/ou absent.

Cette information devra être transmise par mail dans le délai de 48h à compter de la notification de l'accord-cadre à tous les interlocuteurs désignés par la S.E.T.E au démarrage de l'accord-cadre.

En cas de changement d'interlocuteur, le Titulaire devra en informer la SETE au moins 15 jours avant le changement effectif et prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la continuité des prestations. Par ailleurs en cas de remplacement de l'interlocuteur, le Titulaire devra au préalable présenter le CV de la personne pressentie, qui devra recueillir l'avis favorable de la SETE avant son intégration pour le suivi des présentes prestations.

### **ARTICLE 4 – DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

#### **4.1 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

La durée de l'accord-cadre est de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> février 2025, reconductible pour une durée de deux fois 1 an sur décision expresse de la SETE au moins 3 mois avant son échéance, sans que la durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire doit pouvoir exécuter les prestations sur la totalité de la période, reconduction éventuelle comprises. Les bons de commande transmis avant l'échéance devront être exécutés.

Le renouvellement n'est pas de droit. En cas de non-renouvellement de l'accord-cadre, aucune indemnisation n'est due.

#### **4.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE**

Le bon de commande comportera toutes les mentions utiles pour l'exécution des prestations. Il comportera notamment un échéancier et des dates jalons pour la réalisation de la prestation, définis par la S.E.T.E au moment de sa notification.

### **ARTICLE 5 – CADRE GÉNÉRAL DES PRESTATIONS**

La SETE souhaite une assistance, du conseil et un accompagnement mensuel pour l'optimisation du référencement SEO pour les sites internet de la tour Eiffel existants, et futurs, en collaboration étroite avec les prestataires Internet de la SETE : prestataire en charge de la maintenance et du développement des sites Internet ; prestataire en charge de la Conception graphique et fonctionnelle, prestataire en charge de l'hébergement, autre spécialiste.

Les sites concernés sont actuellement les suivants :

- Site grand public [www.toureiffel.paris](http://www.toureiffel.paris)
- Site institutionnel [sete.toureiffel.paris](http://sete.toureiffel.paris)
- Site de billetterie [ticket.toureiffel.paris](http://ticket.toureiffel.paris)
- Guide de visite mobile en PWA [guide.toureiffel.paris](http://guide.toureiffel.paris)

Le prestataire peut également intervenir sur les sites de l'univers de la tour Eiffel, gérés par les concessionnaires de la tour Eiffel, en particulier :

- L'eshop : [shop.toureiffel.paris](http://shop.toureiffel.paris)
- Les restaurants de la tour Eiffel : [restaurants-toureiffel.com](http://restaurants-toureiffel.com)

Concernant le site [www.toureiffel.paris](http://www.toureiffel.paris), l'optimisation technique était de 86% au 1er Septembre 2024. A cette même date, la note globale SEO est de 80/100 (86 en note technique ; 50 en Core Web Vitals ; 98 à l'international).

Actuellement la SETE ne travaille que sur de l'organique, sans campagne sponsorisée. La part du SEO dans le trafic total est de 64,5% (Données Piano Analytics au 01/09/2024).

## **ARTICLE 6 – DÉTAIL DES PRESTATIONS DEMANDÉES**

### **6.1 Audit et prise en main des sites :**

Durant cette première étape le titulaire devra prendre connaissance des spécificités techniques des sites et faire un état des lieux du SEO pour chacun des sites.

À la suite de cet audit, dont le titulaire présentera les conclusions, un plan d'action pour optimiser le SEO pour chacun des sites sera proposé à la SETE, dans le cadre du budget de ce marché.

À l'issue de cette mission, le titulaire devra être en capacité d'exercer les autres prestations.

#### **LISTE DES LIVRABLES :**

- Audit SEO (technique et éditorial) de chaque site. À rendre 1 mois après la réunion de lancement du marché.
- Plan d'action pour chaque site. À rendre 1 mois après la réunion de lancement du marché

### **6.2 Suivi, recommandation, veille et alerting**

#### **• Optimisation technique**

Conseil, recommandation, veille et alerting sur les anomalies et non conformités (erreurs 404, sitemaps, redirections cassées, paginations, etc.), sur les évolutions, les adaptations aux évolutions d'algorithmes, exigences mobile-first, suivi des régressions, etc.

Le titulaire aura en charge :

- La création et le suivi des tickets de maintenance et d'évolution auprès du prestataire Internet de la SETE, dans le respect des plannings et budgets déterminés avec la SETE, et en coordination avec la chef de projet SETE.
- La contribution éditoriale technique (balise, description, etc.).
- Les tests et les recettes des correctifs et évolutions SEO à toutes les étapes du processus : recette, préproduction, production, selon un planning déterminé avec la chef de projet Internet SETE et le prestataire de la TMA.
- La recommandation mensuelle sur les évolutions techniques à mettre en œuvre.

#### **LISTE DES LIVRABLES :**

- Tickets de maintenance et de suivi
- Alertes ; délai : en temps réel, sous deux heures ouvrées
- Résultat des tests et recettes SEO ; délai : dans le respect du planning déterminé en amont
- Une liste détaillée de recommandations mensuelles, lorsque nécessaire, intégrant l'impact technique et budgétaire estimé. Cette recommandation sera intégrée dans le rapport mensuel ; délai : voir rapport mensuel.

#### **• Optimisation éditoriale :**

Conseil, recommandation, et veille sur les terminologies et mots-clés les plus recherchées

autour de la tour Eiffel, en français, anglais et espagnol, ainsi que sur les formats de contenus (PAA, Positions zéro, etc.).

Recommandation régulière sur les contenus à réaliser pour optimiser le référencement éditorial.

- La contribution éditoriale technique (balise, description)
- La rédaction de contenus pour le SEP (Articles, paragraphes de landing pages, etc.)

LISTE DES LIVRABLES :

- Rapport détaillé sur les différents indicateurs de performances (PAA, Positions zéros, etc.) Ce livrable sera intégré dans le rapport mensuel ; délai : voir rapport mensuel.
- Une liste détaillée de recommandation mensuelle, lorsque nécessaire. Cette recommandation sera intégrée dans le rapport mensuel ; délai : voir rapport mensuel.
- Une présentation semestrielle lors d'un atelier spécifique.

#### • **Optimisation Google MyBusiness :**

Analyse, conseil et recommandation d'évolution ou de modification

LISTE DES LIVRABLES :

- Plan d'action et recommandation d'évolution, dans le cadre du rapport mensuel : voir rapport mensuel

### **6.3 Rapport mensuel et annuel**

Le titulaire élaborera un rapport de performance mensuel et annuel du SEO pour le site public et ses sous-domaines (français, anglais et espagnol) :

- Trafic global SEO
- Canaux
- Lieux géographiques
- Webperformance
- Search performance
- Positionnement mots-clés

LIVRABLES ATTENDUS :

- Mensuel :
  - 1 rapport complet et mots-clés pour le site public
  - 1 cahier de recommandations techniques et éditoriales
- Annuel :
  - 1 rapport synthétique sur l'ensemble des sites internet (public, billetterie, instit, guide de visite mobile)
  - 1 cahier de recommandations techniques et éditoriales
- Tout autre rapport nécessaire et conseillé par le titulaire

Délais : l'ensemble des rapports doivent être envoyé avant le 5 du mois suivant le mois considéré (*exemple rapport mensuel d'octobre avant le 5 novembre ; les rapports annuels année N seront émis avant le 5 janvier année N+1*).

### **6.4 Accompagnement SEO pour tout projet d'évolution**

Le titulaire accompagne la SETE et ses partenaires internet pour tout nouveau projet d'évolution (nouvelles rubriques ou fonctionnalités) ou tout projet de nouveau site. Et ce, à toutes les phases du projet :

- Optimisation SEO des wireframes et maquettes, en coordination avec le prestataire en charge de la conception graphique et fonctionnelle.
- Relecture et validation des spécifications technico-fonctionnelles pour la partie SEO

- Participations aux campagnes de tests et recettes pour la partie SEO selon un planning déterminé avec la chef de projet Internet SETE et le prestataire Internet.
- Recommandations éditoriales orientées SEO
- Participation aux ateliers de conception
- Etc.

LIVRABLES ATTENDUS :

- Spécifications technico-fonctionnelles SEO
- Résultat des tests et recettes SEO

## **6.5 Comitologie**

Une réunion d'activation du marché et de calage avec les différents intervenants (hébergement, conception graphique et fonctionnelle, développement et maintenance, SETE, etc.) sera mise en place dans la semaine suivant la notification du marché.

Le titulaire participera à la réunion de pilotage mensuelle, avec les autres intervenants internet, durant laquelle il commentera les résultats du mois précédent.

Un suivi hebdomadaire par téléphone est mis en place autant que de besoin, en fonction des alertes et/ou des actions de la semaine, et/ou à la demande du chef de projet de la SETE.

Le titulaire participera à certaines des réunions et ateliers concernant les évolutions majeures des sites, et/ou la création d'un nouveau site.

Le titulaire animera un atelier semestriel dédié à l'optimisation éditorial de l'ensemble des sites.

## **ARTICLE 7 – MODALITÉS DÉTAILLÉES DE COMMANDE**

### **7.1 DEMANDE DE LA S.E.T.E DE PRISE EN CHARGE DE LA PRESTATION**

La S.E.T.E communique au titulaire les caractéristiques des prestations qu'elle entend lui confier et obtenir un devis.

Les prix de chaque devis sont établis sur la base du BPU.

Le titulaire, à réception du ou des documents, confirmera à la S.E.T.E la bonne réception.

Dans un délai de deux jours maximum suite à la saisine de la SETE, le titulaire devra communiquer le temps prévu pour la prestation ainsi que le délai d'exécution qu'il propose (complété d'un rétroplanning quand la prestation inclut plusieurs livrables).

Il est à noter que le respect des délais d'exécution des prestations, une fois fixés, est une contrainte prépondérante du présent marché.

### **7.2 ENVOI D'UN DEVIS PAR LE TITULAIRE**

Le titulaire fournira un devis et ses délais pour l'exécution des prestations qui sera ensuite validé par la S.E.T.E. La SETE devra valider cette proposition sous deux jours ouvrés maximum et émettre le bon de commande.

### **7.3 ACCEPTATION DU DEVIS ET ÉMISSION D'UN BON DE COMMANDE PAR LA S.E.T.E**

Le bon de commande peut être transmis par mail avec l'indication « bon de commandes ». Il précise également la nature de l'intervention, les quantités commandées, ainsi que la référence du devis.

Par tout moyen permettant d'établir date certaine (message électronique, courrier), la S.E.T.E notifie au titulaire le bon de commande comportant toutes les informations utiles soit au minimum, l'ensemble des éléments suivants :

- La référence de l'accord-cadre (M28/2024/DMD) ;

- L'objet de l'accord-cadre ;
- Le contenu de la (des) prestation(s) commandée(s) ;
- La (ou les) date(s) contractuelle(s) de commencement et de fin d'exécution et le (ou les) délai(s) d'exécution, le cas échéant, découpé(s) par phases ;
- Les prix à partir du BPU (HT et TTC) de l'accord-cadre ;
- Toute mention utile à la bonne exécution des prestations.

Aucune prestation ne peut s'exécuter sans émission d'un bon de commandes par la S.E.T.E. Le bon de commande s'exécute dès sa réception par le Titulaire.

## **ARTICLE 8 – MODALITÉS DE LIVRAISON ET DE CONTRÔLE**

La livraison par le titulaire s'effectue par le même biais que l'envoi des demandes : par mail au demandeur.

La S.E.T.E pourra être sollicitée au cours de la réalisation/rédaction pour vérifier la bonne orientation des éléments partiels remis.

Le titulaire pourra être amené à retravailler le projet à compter de la décision prise après la transmission des éléments partiels et/ou définitifs.

La S.E.T.E dispose de trois jours ouvrés maximum pour :

- Accepter le livrable (décision d'admission),
- Accepter le livrable en l'état (décision d'admission avec réfaction) ; si la S.E.T.E accepte en l'état le livrable malgré des défauts constatés (mauvaise qualité) : une réfaction proportionnée sera demandée,
- Le refuser (décision de rejet),
- Demander des corrections, dans un délai fixé par la S.E.T.E (décision d'ajournement).

Le marché ne donne lieu en aucun cas à une acceptation tacite.

## **ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE, SALARIÉS ÉTRANGERS, SALAIRES DÉTACHÉS**

### **9.1 SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation expresse de chaque sous-traitant par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter l'une quelconque des prestations objet du marché avant que notification lui soit faite par la S.E.T.E

Le titulaire du marché reste personnellement responsable de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants. Toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputé au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale titulaire du marché de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires. Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur. En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le Titulaire du marché est le seul responsable des prestations effectuées par les éventuels sous-traitants et des dégâts ou dommages qui pourraient être causés par ceux-ci.



Tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de sous-traitant dans un délai franc défini dans ladite mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale titulaire du marché, conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Titulaire remet contre récépissé de la SETE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration (acte spécial fourni en annexe de l'Acte d'Engagement ou DC4 téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le dossier de candidature du sous-traitant présenté à l'agrément du maître d'ouvrage, devra obligatoirement contenir, en sus du projet d'acte spécial, les éléments suivants :

- Les attestations d'assurances en cours de validité
- Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés
- Une inscription au Registre du commerce et des sociétés de moins de 3 mois
- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le sous-traitant. Si le signataire des pièces est habilité de droit à engager la société, il peut fournir : les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si le signataire agit en vertu d'une délégation de pouvoir, il devra fournir une délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société
- Une attestation fiscale délivrée par les administrations et organismes compétents visées par l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession
- Une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf en application de l'article L 243-15 du Code de la sécurité sociale, datant de moins de 6 mois (sous traitance supérieure à 5000 euros HT, montant global de la prestation même si celle-ci fait l'objet de plusieurs paiements ou facturations), téléchargeable sur le site : <https://www.urssaf.fr/portail/home/employeur/declarer-et-payer/obtenir-une-attestation/attestation-de-vigilance.html>, et la copie de la vérification de l'authentification URSSAF à l'aide du code d'authentification
- Un certificat de l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code (à partir de 20 salariés).
- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 n° 2015-899 relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs
- Un dossier de références professionnelles, le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices, les effectifs des 3 dernières années ainsi que le pourcentage d'encadrement, les moyens matériels, une indication des titres d'études et professionnels
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Un RIB.
- Le titulaire transmet également une copie du contrat de sous-traitance ainsi que ses avenants éventuels, ainsi qu'une traduction en français, si le maître d'ouvrage lui demande.

Si le sous-traitant est présenté en même temps que l'offre, la notification du marché vaut acceptation et agrément des conditions de paiement. Si le sous-traitant est présenté en cours d'exécution du contrat, le Titulaire devra obtenir de la S.E.T.E l'accord express de l'acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## **9.2 SALARIÉS ÉTRANGERS**

Doit être fournie tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, en application de l'article D 8254-2 du Code du travail la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail, pour les prestations faisant l'objet du contrat.

Cette liste précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche
- Sa nationalité
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## **9.3 SALARIÉS DÉTACHÉS**

En cas de détachement, les documents suivants sont à fournir :

- Une copie de la déclaration de détachement à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, accessible sur : <https://www.sipsi.travail.gouv.fr/SipsiCasFo/login?service=https%3A%2F%2Fwww.sipsi.travail.gouv.fr%2FSipsiFO>
- Une copie du document désignant le représentant de l'entreprise en France chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L. 8271-1-2 pendant la durée de la prestation.
- L'employeur implanté à l'étranger doit désigner un représentant en France par écrit, en français, en indiquant :
  - Noms, prénom, date et lieu de naissance ;
  - Adresse électronique et postale en France ;
  - Acceptation par l'intéressé de sa désignation ;
  - Durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement ;
  - Le lieu de conservation des documents.
- À défaut de remise de la déclaration de détachement, dans le cas où une déclaration subsidiaire de détachement doit être effectuée par la S.E.T.E, une pénalité par jour de retard sera applicable.

## **ARTICLE 10 – NIVEAU DE QUALITÉ ATTENDU**

Le titulaire doit répondre aux attentes de la S.E.T.E définie en amont au moment du brief de chaque projet. Le titulaire est qualifié de spécialiste du domaine objet du présent accord-cadre et doit conseiller la SETE et exécuter les prestations à ce titre.

## **ARTICLE 11 – CONDITIONS FINANCIÈRES**

### **11.1 FORME ET CONTENU DU PRIX**

L'accord-cadre est à prix mixtes. Ces prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre. Le BPU mentionne les prix forfaitaires et les prix unitaires.

Pour les prix forfaitaires, aucun dépassement des prix ne saurait être autorisé.

Pour les prix unitaires, le cout du bon de commande se traduit par l'application des quantités validées aux prix du BPU.

Les prix sont réputés comprendre les frais de personnel quels qu'ils soient (y compris heures supplémentaires, charges sociales, assurances diverses), des avances de capitaux, des impôts et taxes en vigueur à l'origine de l'accord-cadre, et d'une manière générale de tous les frais généraux et frais de structure et de gestion nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frais nécessaires à la réalisation des prestations.

Le taux de la T.V.A. applicable sera celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les prix objet du présent accord-cadre intègrent l'ensemble des frais exposés par le Titulaire pour l'exécution des prestations, et notamment, sans que cette liste soit limitative :

- les coûts de déplacement ;
- le coût de la totalité des matériels et des personnels affectés ;
- les frais liés aux réunions avec la SETE ;
- les frais d'édition, d'impression et de reproduction des livrables ;
- les frais d'édition et de composition des dossiers.

## **11.2 REVISION DES PRIX :**

### **Généralités**

Les prix sont fermes et définitifs pour une durée d'un an à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Au-delà, ils pourront faire l'objet à la date d'anniversaire de l'accord-cadre d'une révision, une fois par an, par référence aux tarifs propres au Titulaire. Le Titulaire devra alors faire parvenir à la SETE une mise à jour du BPU.

Dans un délai de 1 mois qui suit la demande de révision de prix, la SETE informe le Titulaire de sa décision. Sans réponse de sa part dans ce délai les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

La révision des prix n'est applicable que pour les commandes non encore émises.

### **Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre**

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (Mo) : mois de la remise de l'offre de l'accord-cadre (soit le mois de la date limite fixée pour la réception de la proposition).

Les prix sont révisés comme suit :

#### **a) Formule de révision**

$$P = P_o \times I/I_o$$

Avec

- $I_o$  : index pour le mois  $Mo$  (indice publié du mois considéré à la date de remise de l'offre)
- $I$  : index publié correspondant à la valeur de  $I$  à la date d'intervention de la révision.
- $P_o$  : prix de l'accord-cadre résultant du BPU
- $P$  : prix de l'accord-cadre résultant du BPU pendant la période d'exécution concernée

#### **b) Choix de l'index de référence : Indice Syntec révisé pour les prestations intellectuelles**

## **11.3 FACTURATION**

### **11.3.1 ÉMISSION DES FACTURES**

Les factures seront établies par les Titulaires après prestations réalisées en intégralité et validées par la S.E.T.E

En cas de litige, il appartient au Titulaire du marché d'administrer la preuve de cette date de réalisation.

Les factures seront adressées à : [factures-SETE@toureiffel.paris](mailto:factures-SETE@toureiffel.paris) (Cc à la direction de la commande concernée). Au démarrage du marché, des précisions seront communiquées, le cas échéant, sur les adresses de messagerie supplémentaires auxquelles adresser les factures.

### **11.3.2 CONTENU DES FACTURES**

Les factures précisent impérativement « Référencement SEO au profit de la SETE ».

Les factures sont établies en un original. Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de facture,
- Le numéro d'identifiant unique de la facture,
- Le nom et l'adresse du Titulaire,
- La référence de marché : M28/2024/DMD,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le n° SIRET ou, à défaut, le n° SIREN,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Le numéro du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- Le service destinataire de la commande,
- Les prix unitaires HT applicables aux prestations facturées,
- Le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée,
- Le taux et le montant de la T.V.A. ou de toutes autres taxes applicables,
- Le montant total HT et TTC,
- Toute autre information utile au paiement.

Sans ces informations, les factures ne pourront être réglées.

En cas de groupement solidaire, les prestations font l'objet d'un paiement à un compte unique ; sur simple demande du Directeur Juridique de la S.E.T.E, le mandataire communique à celui-ci le protocole liant les entrepreneurs groupés.

Si l'une des entreprises groupées est défaillante, l'entreprise en cause ne peut s'opposer à ce que les autres entreprises demandent au Directeur Juridique de la S.E.T.E que les paiements relatifs aux prestations qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

Le marché prévoit un mandataire solidaire, quelle que soit la forme du groupement.

### **11.4 RÈGLEMENT**

Les paiements des prestations seront effectués par virement dans les 60 jours à compter de la réception de la facture.

Le Titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine à l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique, sans que la

S.E.T.E soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix.

Les conséquences de ces négligences seront supportées par le Titulaire. La S.E.T.E se réserve le droit de rectifier les factures erronées.

Chaque bon de commande donne lieu à un paiement partiel définitif.

### **ARTICLE 12 – PÉNALITÉS**

Les pénalités seront déduites du montant restant dû ou de la prochaine facture.

Les pénalités sont encourues du seul fait de la constatation du retard ou du manquement par la SETE. La SETE peut appliquer ces pénalités sans mise en demeure préalable ou un avertissement écrit.

Les pénalités sont cumulatives.

Les pénalités restent dues en cas de résiliation du marché.

- Pénalités pour absence non justifiée de remise de devis : 50 € par manquement
- La pénalité sera déduite par la S.E.T.E du prix dû au titre de l'exécution du bon de commande alors en cours.
- Pénalité pour non-respect des délais : 50 € par jour calendaire de retard
- Au cas où le titulaire ne respecterait pas la date butoir, la pénalité pourra être appliquée. Le décompte de celle-ci commencera à compter de l'expiration du délai contractuel d'exécution
- Pénalité pour non-respect de la qualité attendue : 60 € forfaitaire
- Au cas où le titulaire ne respecterait pas de façon répétée (3 fois minimum) les exigences de qualité telles que la grammaire, la syntaxe de façon générale, la structuration, l'orthographe, la vérification des sources de façon générale (et si besoin de documentation auprès de sources externes).

### **ARTICLE 13 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les obligations définies au présent Cahier des Clauses Particulières, la S.E.T.E mettra en demeure le Titulaire d'avoir à y remédier.

Si dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la lettre recommandée, le Titulaire n'apporte pas une solution concrète afin de remplir son obligation contractuelle jusqu'alors défailante, le présent marché pourra être résilié de plein droit par la S.E.T.E.

La S.E.T.E pourra résilier le marché en cas de refus répété du Titulaire de réaliser les prestations ou en cas de faute réitérée de celui-ci dans l'exécution des prestations.

Est considérée comme faute réitérée une faute commise à plusieurs reprises.

La S.E.T.E peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

### **ARTICLE 14 – ASSURANCES**

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il a souscrit à une police d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages causés. La garantie doit être suffisante.

Sur toute demande de la S.E.T.E ou en cas de modification des conditions de leur contrat d'assurance, le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation sur simple demande de la S.E.T.E, par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Cette présentation sera systématiquement accomplie une fois par an.

La non-présentation d'une attestation d'assurance, ou la présentation d'une attestation expirée pourra entraîner la résiliation du marché au tort du Titulaire.

### **ARTICLE 15 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

**Créations:** le terme « Créations » désigne de manière non limitative tous contenus textuels créés par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché tels que visés à l'article 6 du présent cahier des clauses particulières les textes.

La S.E.T.E devient seule propriétaire des Créations et des droits de propriété intellectuelle y afférents dans les conditions qui suivent et notamment des résultats de l'accord-cadre (notamment les livrables).

## **15.1 ÉTENDUE, DURÉE ET TERRITOIRE DE LA CESSION**

Le titulaire, titulaire du marché, cède à la S.E.T.E, à titre exclusif, conformément à l'article L131-3 du Code de la propriété intellectuelle, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux Créations à compter de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire, titulaire du marché et pour toute la durée de protection des droits patrimoniaux attachés aux Créations du prestataire, titulaire du marché,, pour un territoire étendu au monde entier et pour toute destination et usage qu'entend en faire la S.E.T.E pour les besoins de ses activités.

## **15.2 CESSION DES DROITS**

Le Titulaire cède irrévocablement à la SETE, au fur et à mesure de la conception et réalisation des Prestations, l'ensemble des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle portant sur les Créations. Le Titulaire cède également les droits voisins portant sur les Chroniques au sens de l'article 212-1 du code de la propriété intellectuelle.

La cession des droits sur les Créations comprend notamment :

- le droit de reproduction, à savoir : le droit de reproduire ou de faire reproduire en nombre, en tout ou partie, les Créations (seules et/ou intégrées sur des produits comme défini ci-dessous) sur tout support et format et par tout procédé (en ce inclus toute forme animée) connus ou inconnus et notamment sur les supports suivants : support papier, support numérique, magnétique, programme
- logiciel, CD-ROM, CD-I, DVD, Blu-Ray Disc, HD- DVD ou tout autre support informatique ou électronique tels que site Internet et réseaux sociaux, édition, catalogues, brochures, plaquettes de présentations, imprimés, affiches et affichettes ;
- le droit de traduire, à savoir : le droit de faire traduire en tout ou partie les Créations en toutes langues et reproduire sous toutes formes les traductions ;
- le droit de représentation, à savoir : le droit de communiquer, de diffuser ou de faire diffuser au public, en tout ou partie, les Créations (seules et/ou intégrées sur des produits comme défini ci-dessous) par tout moyen ou procédé de diffusion et de télécommunication connu ou inconnu et notamment par présentation publique, projection cinématographique, vidéographique, par diffusion multimédia, presse, par le biais d'applications logicielles et par tout réseau de télécommunications tel que Internet (les réseaux sociaux), intranet, réseau de télévision numérique, système télématique interactif, wap, par téléchargement, télétransmission, transmission par voie hertzienne, par câble, par satellite et plus généralement, par toute forme de communication directe ou indirecte auprès du public, connues ou à venir ;
- le droit de modification, à savoir : le droit d'adapter, de faire adapter, de corriger, de faire évoluer, de modifier, de numériser les Créations, en tout ou partie, ou d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres et/ou produits existants ou qui seraient développés dans le futur, par quelque procédé technique que ce soit et sur tout support connu ou à venir ;
- le droit d'usage, à savoir : le droit de faire usage direct ou indirect de tout ou partie des Créations, à quelque titre que ce soit ;
- le droit d'adaptation, à savoir : le droit d'adapter ou de faire adapter, tout ou partie des Créations, et la reproduire par des dessins, photos, bande dessinée, roman-photo et de l'adapter pour tout enregistrement sonore ou visuels ;
- le droit de mise sur le marché, à savoir : le droit de mettre à disposition de tiers les Créations, et notamment par une cession, licence ou tout type de contrat, sous toute forme,

à titre temporaire ou définitif ;

Les droits sus-visés au présent article sont cédés pour tous supports, tous moyens (y compris sans limitation : sous forme écrite, verbale, par enregistrement, par téléchargement, par bandes interactives, par imprimerie, dessin, enregistrement mécanique, magnétique, optique, ou numérique, etc.), tous procédés (y compris sans limitation : projection, télédiffusion terrestre, par satellite, par câble, sur réseaux numériques, CD, CD vidéo, CD ROM, DVD, DVD vidéo, Blue- Ray Disc, HD- DVD, sur tous les réseaux, etc.) et toutes formes connues ou inconnues, prévues ou non prévues et imprévisibles au jour de la signature du Contrat et à travers tous les circuits de distribution.

### **15.3 CESSION DU DROIT DE REPRÉSENTATION**

Les Créations pourront être représentées en public, en tout ou partie, en tous lieux privés ou publics, par tous procédés de communication, actuels ou futurs, notamment dans le cadre de présentations publiques, de manifestations événementielles, de conférences ou colloques, de télédiffusion sous toutes ses formes, de diffusion télématique, de diffusion Internet, de publications (électroniques et imprimées), diffusion audiovisuelle, télévisuelle, radiophonique, photographique, cinématographique, numérique, holographique, par voie d'affichage.

### **15.4 CESSION DES DROITS D'ADAPTATION ET DE MODIFICATION**

Les Créations peuvent faire l'objet de modifications et d'adaptations.

Les Créations pourront être reproduites ou représentées, après modification ou adaptation d'un de leurs éléments quelconques.

### **15.5 PRIX DES CESSIONS**

Les cessions susvisées des Créations sont consenties au profit de la S.E.T.E

La nature et les conditions de l'exploitation des Créations conduisent à faire application de l'exception prévue à l'article L 131-4 4° du Code de la Propriété Intellectuelle qui s'applique donc au présent Contrat.

Le prestataire, titulaire du marché, recevra un prix forfaitaire et définitif pour la cession des droits patrimoniaux portant sur les Créations ; ce prix forfaitaire et définitif sera intégré dans chaque ligne du BPU par le prestataire lui-même.

### **15.6 DROIT MORAL**

Les droits moraux portant sur les Créations restent acquis aux prestataires, titulaires du marché. Toute exploitation des Créations sera faite dans le respect des droits moraux des prestataires, titulaires du marché.

### **15.7 GARANTIES**

Le Titulaire déclare et garantit avoir obtenu tous les accords nécessaires de la part de ses employés, sous-traitants et toute autre entité concernée, lui permettant de céder les droits de propriété intellectuelle sur les Créations mentionnés dans les présentes.

Le Titulaire s'engage à obtenir, au fur et à mesure de la réalisation des Créations et pour la durée légale de la protection des droits de propriété intellectuelle, au nom et pour le compte

de la SETE, auprès de tous tiers ayant participé à la réalisation des Créations ou de toute autre personne susceptible de revendiquer des droits de propriété intellectuelle ou des droits de la personnalité, la cession des droits nécessaires à l'exploitation par la SETE et la Ville de Paris des Créations concernées dans les conditions définies au présent Article 15. Le Titulaire se porte fort de l'obtention de leurs consentements et garantit la SETE et la Ville de Paris de tout recours à ce sujet.

#### **ARTICLE 16 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la S.E.T.E par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

La S.E.T.E adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 17 – LANGUE ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française. Tous les documents, inscriptions sur correspondances, y compris les factures, doivent être rédigés en français ou, le cas échéant, accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution, ni à suspendre cette exécution et ni à modifier la teneur de ses obligations. Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les contestations qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par les dispositions, tout règlement de litige sera de la compétence exclusive du Tribunal de Grande Instance de Paris.

#### **ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITÉ ET PUBLICITÉ**

##### **18.1 CONFIDENTIALITÉ**

Toutes les informations ou renseignements commerciaux, juridiques, financiers, comptables, personnels, logistiques ou autres concernant les locaux, les activités et le personnel de la S.E.T.E auxquelles le Titulaire, ses représentants ou son personnel aura accès soit avant la notification du marché soit au cours de l'exécution du présent marché sont considérées comme confidentielles.

Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par tous ses collaborateurs et est



responsable de toutes les conséquences dommageables qui pourraient, même indirectement, résulter de l'inobservation par l'un d'entre eux de cette disposition.

En outre, il s'interdit, tant pour lui-même que pour ses collaborateurs et sous-traitants, de divulguer tous renseignements obtenus sur la S.E.T.E

Toutes les mesures seront prises par le Titulaire pour respecter cet engagement pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de 5 ans à compter de son expiration quel qu'en soit la cause.

## **18.2 PUBLICITÉ COMMERCIALE**

Le Titulaire s'interdit de faire référence dans ses documents internes ou externe à toute prestation effectuée sur la tour Eiffel, sauf accord préalable écrit sur le principe et le contenu du projet entrepris.

Le Titulaire respectera la Charte de communication de la S.E.T.E

### **ARTICLE 19 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNELLES**

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, ainsi qu'au Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe à la SETE d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le présent accord-cadre peut comporter des prestations spécifiques de traitement de données personnelles confiées au Titulaire.

Ainsi, le Titulaire est autorisé par le pouvoir adjudicateur à accéder et/ou à traiter des données à caractère personnel dans le cadre du marché conclu avec la SETE.

Le Titulaire s'engage à se conformer à la législation et la réglementation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel et notamment :

1. Détenir les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement de données réponde aux exigences des lois et règlements en vigueur : ces mesures sont décrites par le Titulaire dans une annexe intitulée « Mesures techniques et organisationnelles » ;
  2. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché et conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur ;
  3. Informer immédiatement le pouvoir adjudicateur si, selon lui, une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données ;
  4. Traiter et héberger les données à caractère personnel en France ou un Etat membre de l'Union européenne ;
- NB : Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une

organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Si le titulaire est amené dans le cadre de l'exécution du marché à traiter des données à caractère personnel hors UE, il s'oblige à recueillir l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

5. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et s'assurer que son personnel respecte cette même obligation ;

6. Prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services liés à l'exécution du marché, les principes de protection des données par défaut et dès la conception du traitement ;

7. Prendre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, conformément au RGPD en son article 32, notamment :

- s'assurer que le transport/stockage des données à caractère personnel soit effectué de manière sécurisée,
- mettre en place une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement,
- proposer au pouvoir adjudicateur des mesures de sécurité complémentaires à celles visées supra ;

8. Notifier au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique à DPO@toureiffel.paris, et par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'attention du DPO ; cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile au pouvoir adjudicateur ;

9. Assister le pouvoir adjudicateur de manière à garantir le respect des obligations, en matière de sécurité des données et d'analyse d'impact relative à la protection des données, telles qu'elles sont prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, et ceci compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;

10. Répondre aux demandes d'audit du pouvoir adjudicateur et effectuées par ce dernier ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné, reconnu en tant qu'auditeur indépendant, ayant une qualification adéquate, et libre de fournir les détails de ses remarques et conclusions d'audit au pouvoir adjudicateur ;

11. Garantir le respect des droits des personnes concernées (articles 12 à 23 du RGPD) en fournissant notamment au pouvoir adjudicateur une assistance afin de permettre la gestion des demandes des personnes concernées par les traitements tendant à l'exercice de leurs droits . Si une personne concernée devait contacter directement le Titulaire pour exercer ses droits, ou pour toute autre demande liée à la protection des données à caractère personnel, le Titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur dans un délai de 72 heures maximum les demandes qui lui seront parvenues ;

12. Tenir par écrit (y compris sous la forme électronique), obligatoirement, un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur en conformité avec le RGPD (article 30) ;

13. Renvoyer au pouvoir adjudicateur, dans un délai d'un mois à compter du terme du marché, toutes les données à caractère personnel et les détruire, à moins que la réglementation en vigueur n'exige la conservation desdites données ;

14. Mettre à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire (tout élément justificatif dans le cadre de l'exécution du présent marché) pour démontrer le respect de toutes les obligations relatives au marché ;

15. Informer le pouvoir adjudicateur du recours éventuel à un ou plusieurs sous-traitant(s) pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel, en transmettant le formulaire DC4 actualisé par la DAJ, et complété, rubrique F (<https://www.economie.gouv.fr/daj>). Le Titulaire s'engage à informer et signer avec son sous-traitant ultérieur un contrat écrit faisant référence au contrat passé entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire et imposant au sous-traitant les mêmes obligations en matière de protection des données que celle fixées par le présent Marché. Le Titulaire met à la charge de son sous-traitant toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données, et pour que lesdites données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que

celles définies par le présent accord. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

Cet engagement est valable pendant toute la durée du marché et jusqu'à la destruction des données.

## **ARTICLE 20 – STIPULATIONS DIVERSES**

Toute condition générale du Titulaire figurant dans des documents envoyés à la SETE est expressément exclue du présent marché.

Si une ou plusieurs stipulations étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles par une décision d'une loi, d'une réglementation ou décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations conserveront leur force et leur portée, et les Parties remplaceront la clause non valide par une disposition dont le contenu s'en rapprochera le plus.

## **ARTICLE 21 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE RSE**

Le Titulaire devra s'inscrire dans une démarche vertueuse en lien avec les objectifs de la SETE dans le domaine de la RSE.

À cet effet le Titulaire présente sa stratégie et les engagements pris en matière environnementale et sociale. À ce titre le Titulaire présente par exemple les indicateurs et accords d'entreprise ; la démarche écologique engagée (consommation d'énergies, recyclage, transport, livraison).

Cette démarche d'amélioration étant continue tout au long de l'exécution du marché, outre les normes réglementaires et légales applicables.